

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

INDUSTRIE DU MÉDICAMENT

Une pilule difficile à avaler !

1 Une société surmédicamentée?

Nos sociétés modernes seraient-elles surmédicamentées ? C'est ce que soutiennent un certain nombre de chercheurs et d'intervenants du domaine de la santé. Sans parler des commentateurs comme Paul Arcand, réalisateur du récent film « Québec sur ordonnance ». D'ailleurs, celui-ci soutient dans son film que le québécois moyen avale environ 750 pilules par année, parfois pour des problèmes de santé qui pourraient se régler plus facilement par de plus saines habitudes de vie. On s'inquiète de plus en plus des prescriptions croissantes d'antidépresseurs, lesquelles ont augmenté de 75 % entre 1999 et 2004 (Source : IMS Health). Et que dire des sociétés pharmaceutiques dont 39 % du personnel est affecté au marketing et seulement 22 % à la recherche et au développement ?

Il n'en demeure pas moins, qu'en dépit des récents scandales des médicaments Vioxx, Celebrex, Prozac et autres, la contribution croissante des médicaments à la qualité de vie des gens est généralement reconnue. Leur utilisation adéquate peut préserver l'autonomie des personnes, remplacer aujourd'hui les interventions chirurgicales d'hier, diminuer la durée des séjours hospitaliers ou encore accélérer la guérison. Cette efficacité croissante du médicament s'accompagne cependant d'une flambée des prix qui exerce une pression quasi insoutenable sur les coûts de notre système de santé.

2 Une industrie en excellente santé...financière !

L'industrie pharmaceutique en est une des plus lucratives. Au cours de la décennie 1995-2005, le taux de rendement moyen sur le capital investi dans les dix plus grandes compagnies pharmaceutiques au monde a été de 29 % soit près de deux fois et demi le taux de rendement considéré comme normal (12 %) (Source : Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2006).

En 2005, les dix plus grandes sociétés pharmaceutiques du monde ont réalisé des ventes de plus de 295 milliards \$ et réalisé un bénéfice net d'exploitation de plus de 58 milliards \$.

Et malgré que les sociétés pharmaceutiques allèguent que le prix élevé des médicaments est la conséquence directe des coûts engendrés pour la recherche et le développement, une étude réalisée pour le compte du Congrès américain a démontré que les sommes dépensées par les sociétés pharmaceutiques pour fabriquer de nouveaux produits, ne représentent qu'environ 14 % de ce qu'elles prétendent dépenser réellement.

3 Mais qui coûte cher aux contribuables. Trop cher !

5 milliards par année, 695 \$ par Québécois.

Le prix croissant des médicaments ne fait pas que « plomber » nos finances publiques, il mine les finances personnelles des citoyens et citoyennes et pourrait même provoquer plusieurs faillites personnelles en l'absence de la protection offerte par le régime d'assurance médicaments du Québec. Un régime qui coûte d'ailleurs de plus en plus cher en raison de l'inflation des prix. En 2005, les dépenses de médicaments représentaient 20 % des dépenses totales de santé au Québec par rapport à 6 % en 1980, une augmentation de 333 %. En novembre 2002, la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada mise en place par le gouvernement fédéral affirmait dans son rapport que « les provinces canadiennes payent leurs médicaments de 3 à 6 fois trop chers ». Qui plus est, on estime qu'au Québec, pour chaque tranche de 100 \$ dépensé en salaire de recherche et développement, les sociétés pharmaceutiques reçoivent 80,50 \$ de crédits d'impôt.

Ailleurs pourtant, que ce soit dans des pays développés comme la Nouvelle-Zélande ou dans des pays en développement comme au Brésil, à Cuba ou en Inde, on a été capable d'adopter des mesures pour contrôler et diminuer les coûts des médicaments. Si c'est possible ailleurs, pourquoi ce ne le serait pas ici ?



Affichez ces pages
la compréhension c'est contagieux!

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org



Mesurez vos connaissances sur l'industrie du médicament



1

2



3



4

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Grâce aux laboratoires Farmanguinhos, une société d'État qui développe et produit des médicaments génériques, le Brésil met gratuitement à la disposition des personnes atteintes du VIH/sida des médicaments génériques qui permettent d'économiser des millions de dollars au système de santé et sauvent des milliers de vie chaque année. (Source : J-C St-Onge, Les dérives de l'industrie de la santé, Écosociété, 2006)



Si le taux de rendement moyen sur le capital investi des sociétés pharmaceutiques s'établissait de manière raisonnable à 12 % plutôt qu'à 29 % actuellement, de quel pourcentage pourrait baisser le prix des médicaments au Canada ?

(Voir les réponses sur la page du bas)



Une utilisation responsable des médicaments par tous les acteurs du réseau de la santé ainsi que des incitatifs à adopter de saines habitudes de vie permettront d'optimiser les effets bénéfiques des médicaments et de contrôler la croissance des coûts du régime.
(Source : Bureau national de l'ADQ)



Une démarche effectuée auprès du PLQ pour s'enquérir de la position du parti sur ce sujet est restée sans réponse.



Exercer un contrôle sur le prix des médicaments.
(Source : Résolution adoptée lors du Conseil national du PQ de mars 2008)



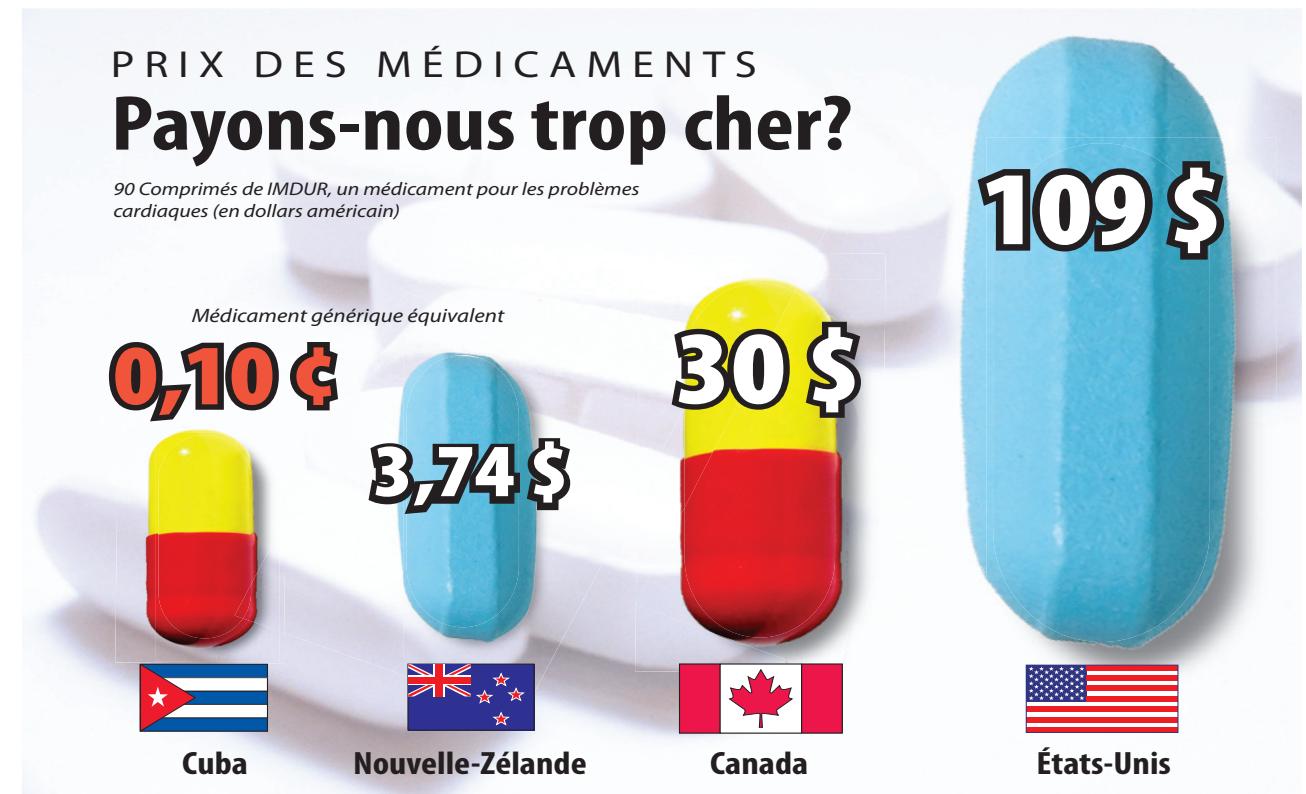
Permettre l'existence de pharmacies sociales dont la mission première serait de favoriser la prévention de la consommation abusive de médicaments, la sensibilisation, l'éducation populaire et la sage et juste distance avec l'industrie pharmaceutique.
(Source : Plate-forme électorale de mars 2007)



Mettre sur pied Pharma-Québec, un pôle public d'acquisition, de recherche et de production de produits pharmaceutiques dans le but de freiner la croissance des coûts en santé, d'enrichir les capacités scientifiques du Québec et d'innover dans le domaine du médicament.
(Source : Plate-forme électorale de mars 2007)

PRIX DES MÉDICAMENTS Payons-nous trop cher?

90 Comprimés de IMDUR, un médicament pour les problèmes cardiaques (en dollars américain)



(Source: Chaire d'études socio-économique de l'UQAM, BPharm)

RÉPONSES DU QUIZ

- 4) L'industrie du médicament se satisfait d'un taux de 12 % comme l'ensemble des autres industries, on estime que le prix des médicaments baisserait de environ 14 %.
- 4) Si l'industrie des médicaments souscrivent à une réglementation similaire ou supérieure à celle du régime public, alors que 4,2 millions d'employés partent à la retraite d'ici 2020, la cotisation maximale passe à 22 000 \$. 3,2 millions de Québécois souscrivent au régime public, alors que 4,2 millions souscrivent à un régime privé avec leur employeur. Previsions par allleurs que l'augmentation des cotisations pourraient être de 10 % jusqu'à 2010, l'augmentation de la cotisation à tous les salariés passe à 257 \$ (selon la RAMQ), on paie la cotisation maximale à partir d'un revenu de 22 000 \$. 3,2 millions survivront, elle augmentera de 10 %. Jusqu'à aujourd'hui, l'assurance publique dépend de la cotisation à tous les salariés et passe à 250 \$ en 2000 (100 % d'augmentation).
- 3) FAUX : L'instauration du régime public d'assurance-médecaments en 1997, la cotisation maximum était de 175 \$ alors qu'elle passe à 350 \$ en 2000 (100 % d'augmentation). « Il y a aussi une autre chose qui fait tout pour qu'on en prenne toujours plus »
- 2) FAUX : Les compagnies pharmaceutiques dans les produits qu'ils vendent évaluent le scandale du Vioxx à seulement 6 fois moins que les compagnies pharmaceutiques dans les médicaments possèdent des intérêts financiers. Paul Aigrain, qui a réalisé le documentaire « Québec sur ordonnance », affirme : « Ces gens prennent un nombre grandissant de médicaments, et, pendant le plus longtemps possible. Mais derrière tout ça, il y a aussi une autre chose qui fait tout pour qu'on en prenne toujours plus »
- 2) FAUX : Les compagnies pharmaceutiques financent la plus grande partie des organisations « autoréglementées » de vérification des produits (jusqu'à 70 %), comme la FDA (Food and Drug Administration) ou son équivalent canadien. Dans beaucoup de cas, plusieurs membres des comités experts qui évaluent les médicaments sont les plus élevées par rapport à l'ensemble des dépenses de santé.
- 1) FAUX : Même si cette politique retient au Québec du médicament créé 6 fois moins de emplois que dans les autres secteurs, notamment parce que les salariés y sont extrêmement élevés. Cela a aussi pour effet de faire gonfler les coûts du système de santé car le Québec est l'endroit où les dépenses en médicaments

Pour en savoir plus

LIVRE

Les dérives de l'industrie de la santé, Jean-Claude St-Onge, Éditions Écosociété, 2006

FILM

Québec sur ordonnance – Documentaire de Paul Arcand, 2007

FILM

SICKO – Documentaire de Michael Moore sur le système de santé, 2007



Comité de Solidarité/Trois-Rivières
www.cs3r.org

Coalition Solidarité santé
www.solidaritesante.qc.ca

L'assurance médicaments du Québec
www.ramq.gouv.qc.ca/fr/citoyens/assurancemedicaments/index.shtml

Chaire d'études socio-économique de l'UQAM
Industrie pharmaceutique mondiale : Analyse socio-économique
http://www.cese.uqam.ca/pdf/rec_06_industrie_pharma.pdf



Le chiffre du mois

+ de 50 %

Si le Québec s'inspirait du modèle mis en place en 1993 par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande pour contrôler ses coûts de médicaments, il enregistrerait des économies variant de 50 à 90 %. Pharmac, l'organisme public créé par le gouvernement néo-zélandais, qui fonctionne par appel d'offre et élimine le marketing excessif des sociétés pharmaceutiques, a permis une diminution de 60 % des coûts des médicaments.

(Source : Jean-Claude St-Onge, les dérives de l'industrie de la santé, Éditions Écosociété, 2006)

Lisez les autres pages de la série « Les grands enjeux »

www.lagazette.ca
dans la section « Les grands enjeux »

Janvier 2008 – La santé au Québec : Le système public coûte moins cher !
Février 2008 – Impôt et justice fiscale : Chacun paie-t-il sa juste part ?
Mars 2008 – Budget militaire canadien : Une explosion de dépenses !
Avril 2008 – Salaire minimum : Un salaire qui confine à la pauvreté !



Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie.

Réagissez ou commentez le contenu de ces deux pages
grandsenjeux@cs3r.org
(819) 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation :
CSTM
942, rue Ste-Geneviève
Trois-Rivières QC G9A 3X6